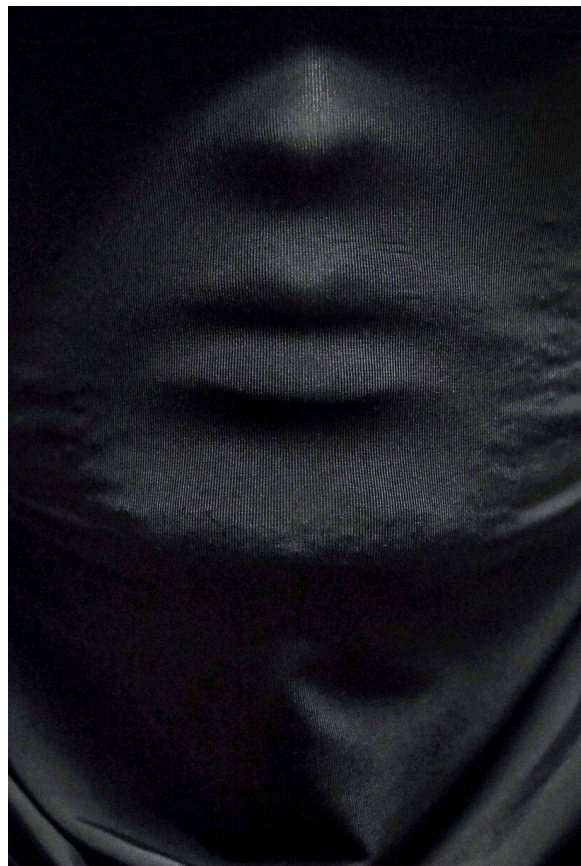


Est-il possible de rapprocher Trump de l'ordre nazi ? Les réponses de Chapoutot

AUTEUR Baptiste Roger-Lacan

DATE 1 février 2026



JOHANN CHAPOUTOT — Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris IV-Sorbonne, Johann Chapoutot a consacré de nombreuses recherches à la culture et l'idéologie nazie, pour en comprendre la logique et les sources — notamment dans *La Loi du sang : Penser et agir en nazi* (Gallimard, 2014) et *La Révolution culturelle nazie* (Gallimard, 2022).

Par un travail d'autoscénarisation, les nazis ont fourni aux extrêmes droites futures un modèle de violence.

Alors qu'une partie de la droite MAGA déclare sans filtre et ouvertement son admiration pour Adolf Hitler et le Troisième Reich, Johann Chapoutot explique la formation et le succès du « mythe nazi ».

De plus en plus d'observateurs proposent des analogies entre le Troisième Reich et l'Amérique trumpiste — ou entre celle-ci et l'Italie fasciste. Ces rapprochements sont-ils pertinents, ou bien révèlent-ils plutôt quelque chose de la manière dont les fascismes du XXe siècle sont appréhendés au XXIe siècle par la mémoire sociale ?

Johann Chapoutot – Ce qui m'interpelle aujourd'hui, ce n'est pas tant que les adversaires de Trump invoquent le Troisième Reich – le discours critique, d'opposition, le fait régulièrement et non sans arguments – mais que certains des acteurs MAGA eux-mêmes revendiquent une filiation explicite avec le nazisme, dans leur langage, leur rhétorique, leur phraséologie, voire leur apparence. Cela va jusqu'à la coupe de cheveux et au port de l'uniforme. L'exemple de Gregory Bovino, officier du DHS et de l'ICE, est frappant : il adopte les codes visuels de la SA, et les affiche avec fierté.

Cela signifie une chose : pour une partie de l'extrême droite américaine contemporaine, le Troisième Reich est valorisé, admiré, perçu comme un modèle. Ce n'est pas une simple ignorance historique, mais une adhésion partielle ou totale à l'imaginaire que les nazis ont su construire autour d'eux. Cette autoscénarisation nazie – délibérée – a été pensée pour inscrire une forme de mythe nazi dans la longue durée.

Goebbels le dit dans sa dernière conférence de presse, fin avril 1945 : « Nous allons mourir, mais nous vivrons pendant mille ans. » Le régime n'a pas duré mille ans, mais le mythe, lui, a bien survécu. Et il infuse aujourd'hui certains imaginaires politiques.

On assiste à une transmission mémorielle active, souvent déformée. Des figures comme Elon Musk ou Steve Bannon ont fait des saluts nazis, tenu des propos ou relayé des symboles directement issus de cette culture politique.

Le Troisième Reich est devenu une référence centrale, y compris dans les discours de certains agents fédéraux ou figures médiatiques proches de l'extrême droite. Il suffit aujourd'hui de simuler une condamnation morale du nazisme tout en reprenant ses codes, pour que cela passe, ou de s'offusquer de « l'amalgame » d'une « gauche » forcément de mauvaise foi quand elle reconnaît un salut nazi dans le bras tendu d'un suprémaciste blanc, connu pour ses sorties racistes, masculinistes et antisémites, et pour avoir transformé Twitter en un relais de l'extrême-droite.

Dans ce contexte, l'antisémitisme pose moins problème que la Shoah, délicate à revendiquer ou à « assumer », selon un mot en vogue. La première manière de se laver de cette macule est le négationnisme, toujours très actif sur les marges, de plus en plus larges, de l'extrême droite. La seconde, la plus féconde ces temps-ci, est le révisionnisme, au sens strict : il

s'agit de réviser et de modifier l'histoire du nazisme, en prétendant que celui-ci serait de gauche, pour faire porter la culpabilité sur autre chose que la droite et l'extrême droite.

D'autres révisionnismes sont aussi à l'œuvre ; certains disculpent Hitler de la Shoah en incriminant le grand mufti de Jérusalem. Ce sont des propos qu'on peut entendre du côté de l'extrême droite israélienne, y compris dans la bouche de Benyamin Netanyahu. Le gouvernement fédéral allemand lui-même avait dû intervenir pour réfuter ces atrocités.

De manière générale, tous valorisent la vertu patriotique, les qualités techniques ou organisationnelles du régime, en minorant sa violence structurelle.

Il existe une mémoire spécifique du nazisme aux États-Unis. Depuis la chute du Troisième Reich, c'est l'un des pays où les néo-nazis sont les plus visibles, notamment grâce à la liberté d'expression. En parallèle, les États-Unis se présentent aussi comme les grands vainqueurs du nazisme — dans la culture populaire, les manuels scolaires, les comics. Sentez-vous l'empreinte de ces deux mémoires parallèles — et contradictoires — dans les discours trumpistes ?

La Seconde Guerre mondiale est représentée de manière très singulière aux États-Unis. On l'a vu dans certaines déclarations de Trump – par exemple lorsqu'il dit au chancelier Friedrich Merz que le jour du Débarquement fut une « sale journée pour vous ». Ce dernier avait dû répondre vertement à Trump que c'était au contraire un jour de libération...

La sortie du président américain est révélatrice d'un imaginaire propre à l'extrême droite américaine dans lequel les nazis et les Allemands sont en quelque sorte dissociés : c'est contre « les Allemands » que les États-Unis auraient combattu, mais aujourd'hui, certains discours, y compris chez les officiels, n'ont aucun mal à valoriser les généraux de Hitler, l'efficacité militaire de la Wehrmacht, ou encore la bravoure de la SS.

Cette confusion alimente une mythologie : celle d'un régime total, puissant, efficace, qui aurait tenu tête au monde entier. Ce récit plaît évidemment à la mouvance suprémaciste blanche, qui y trouve un modèle de régénération politique, raciale et civilisationnelle. L'admiration pour la « grandeur » de l'Allemagne nazie, débarrassée de ses crimes, devient ainsi un moteur identitaire.

Aujourd'hui, certains des acteurs MAGA revendiquent une filiation explicite avec le nazisme – dans leur langage, leur rhétorique, leur phraséologie, voire leur apparence.

JOHANN CHAPOUTOT

Les nazis ont professé leur admiration pour ce qu'ils se représentaient des États-Unis : une nation de souche germanique, colonisant son biotope à l'échelle d'un continent, exterminant les autochtones, réitérant le geste antique de l'esclavage, protégeant son sang par la ségrégation... Comme le dit James Whitman, il y eut bien un « modèle américain d'Hitler ». Pierre Birnbaum rappelle, dans *Les larmes de l'histoire*, l'importance qu'a pu avoir le suprémacisme racial aux États-Unis – le darwinisme social, le racisme et l'antisémitisme en étant les expressions les plus meurtrières. Ces traits s'observent encore aujourd'hui.

Aujourd'hui, le philosémitisme d'une partie de la droite américaine est en vérité profondément antisémite ; si celle-ci témoigne un soutien inconditionnel à l'extrême droite israélienne et à ses crimes, son adhésion aux prophéties des évangélistes commandant le soutien à Israël occulte un fait fondamental : l'accomplissement de ces prophéties doit passer par la conversion des Juifs, qui est un trope de l'antisémitisme chrétien.

Pourriez-vous revenir sur le rôle que joue la violence dans l'élaboration de l'ordre nazi ?

Tout d'abord, il faut comprendre que le nazisme s'emploie à systématiquement violenter les normes juridiques et les institutions existantes. Cette volonté de transgresser l'ordre juridique libéral s'exprime très tôt, et de façon spectaculaire, dans l'espace public allemand.

Le paroxysme de la violence nazie dans la rue survient à l'été 1932, lors de la campagne électorale pour les élections au Reichstag. Dans une volonté de rapprochement tactique avec les nazis, le gouvernement libéral-autoritaire dirigé par Franz von Papen, commet l'erreur majeure de lever l'interdiction qui pesait sur la SA et la SS, une mesure prise un mois plus tôt par le chancelier Brüning. Cette réautorisation entraîne une explosion de violences en juillet 1932, qui fait près d'une centaine de morts.

Mais celle-ci n'eut pas l'effet escompté. Loin de rapprocher les nazis du pouvoir, ces violences ont un impact électoral négatif, en particulier sur l'électorat bourgeois, récemment acquis au NSDAP et avant tout soucieux d'ordre, de stabilité et de prospérité économique. Le massacre d'Altona, le

17 juillet 1932, au cours duquel dix-huit personnes trouvent la mort en une après-midi, provoque une inquiétude réelle.

Autrement dit, la violence n'est pas déterminante dans l'entrée d'Hitler au gouvernement. Comme je l'ai montré dans *Les Irresponsables*, l'arrivée d'Hitler à la chancellerie résulte d'un calcul des forces conservatrices, en particulier de von Papen, qui estime que face à la montée continue de la gauche, surtout des communistes, une alliance avec l'extrême droite est stratégiquement préférable.

Lorsque le gouvernement Hitler est formé en janvier 1933, les nazis y occupent une place en réalité très limitée. Le cabinet compte seulement deux ministres nazis sur neuf. Hitler est nommé chancelier, mais von Papen reste vice-chancelier. Wilhelm Frick hérite du ministère de l'Intérieur, une fonction relativement marginale à l'échelle du Reich, la police relevant essentiellement des *Länder*. À ces neuf ministres s'ajoute Hermann Göring, qui n'a pas de portefeuille, mais qui a l'habileté de se faire nommer commissaire du Reich au ministère de l'Intérieur en Prusse.

C'est essentiel car la Prusse constitue les deux tiers du territoire du Reich. Son ministère de l'Intérieur supervise la principale force de police du pays, soit environ 90 000 agents, la moitié des effectifs policiers allemands.

Göring peut ainsi restructurer en profondeur l'appareil administratif et policier prussien de manière méthodique et ciblée. Tous les républicains, y compris ceux qui ne sont pas de gauche, sont évincés. Ils sont remplacés par des fonctionnaires réputés fiables : on y trouve des opportunistes ; des hommes qui ont déjà des liens avec le NSDAP, comme Arthur Nebe ou Rudolf Diels ; et, évidemment, des membres du parti eux-mêmes.

Dès février 1933, Göring encourage explicitement l'ensauvagement des forces de l'ordre : en tant que chef, il assume l'usage de la violence par ses hommes et leur assure leur couverture. Il affirme que toute balle tirée par un policier prussien est une balle tirée par lui-même, que les bavures sont non seulement tolérées mais attendues, et que des sanctions ne frapperont que les cas de manque de violence, non les excès.

Plusieurs circulaires incitent aussi la police à coopérer étroitement avec les organisations paramilitaires nationalistes – Stahlhelm, Jeunesses hitlériennes, SA, SS – afin de réprimer sans délai, et avec un usage systématique des armes à feu, toutes les associations qualifiées d'« anti-nationales » : syndicats, organisations social-démocrates ou communistes.

Les années 1920 sont marquées par une sorte de frustration, une volonté de rattrapage. L'idée se répand que la violence est la texture même de l'histoire et de la vie.

JOHANN CHAPOUTOT

Cette orientation est formalisée dans deux décrets majeurs. Le premier, daté du 17 février 1933, instaure une forme de permis de tuer avec présomption de légitime défense et immunité totale pour les agents. Le second décret, celui du 22 février, organise le recrutement de 50 000 policiers auxiliaires en Prusse, tous issus des rangs de la SA et de la SS. Ces auxiliaires, revêtus de leurs uniformes nazis arborent un brassard blanc frappé de l'inscription *Hilfspolizei* (« police auxiliaire »), reçoivent l'ensemble des pouvoirs policiers.

On imagine aisément ce que peut faire, dans un quartier, un SA ainsi légitimé, disposant de la force publique, face aux communistes ou sociaux-démocrates qu'il peut identifier pour les avoir affrontés au cours de la décennie écoulée. Ces deux décrets catalysent une vague massive de violences.

Durant la première année du nazisme au pouvoir, environ 100 000 personnes sont incarcérées, majoritairement dans des camps de concentration. Ces premiers camps sont dits *Wilde KL* (« camps sauvages »). Il peut s'agir d'un hangar, d'une brasserie désaffectée, d'un cinéma réquisitionné – où la SA enferme des prisonniers pour quelques jours, quelques semaines ou plusieurs mois. Ces détenus y sont tabassés, parfois tués. Les chiffres fiables sur les morts manquent, mais les estimations tournent autour de 600 victimes pour 1933.

Dès les premières semaines qui suivent l'arrivée d'Hitler à la chancellerie, le régime incite à la violence, la légalise de fait, et adresse des signaux clairs à la justice pour qu'elle s'abstienne d'intervenir. Et les parquets, très rapidement, comprennent qu'il n'est pas opportun d'enquêter. Cette démission morale des procureurs est un des faits marquants de 1933.

Dans sa série de discours, Göring prend sur lui la violence pratiquée par ses hommes ; il la dit sienne. N'est pas exactement le renversement opéré par Benito Mussolini le 3 janvier 1926, lors de son discours après l'assassinat de Matteotti : « Si le fascisme a été une association de criminels, je suis le chef de cette association de criminels. » ? Est-ce là une référence pour Göring ?

Ni les textes normatifs, ni les discours ne font de référence explicite à Mussolini, ni ne le citent. Il s'agit pourtant bien de la même idée, à ceci près que Mussolini fait sa déclaration a posteriori ; il se met à la tête d'un mouvement qui a prospéré sans lui et qu'il récupère pour éviter qu'il ne lui échappe.

Göring, lui, est à l'initiative : il l'est d'autant plus qu'il sait très bien qu'en arrivant à la tête de l'administration prussienne, il est en territoire ennemi. La Prusse a été gouvernée pendant treize ans par la « coalition de Weimar » ; le dernier ministre-président était un social-démocrate, Otto Braun, de même que le préfet de police, le ministre de l'Intérieur, etc. De ce point de vue, l'activisme de Göring en 1933, est un rouage essentiel dans la « prise du pouvoir par les nazis » qui ne désigne pas le 30 janvier, mais bien les mois qui vont de février à juillet, où tout cède, plie et se couche en Allemagne, sauf, comme le relève l'ambassadeur André François-Poncet, les communistes.

Le discours de Göring marque aussi une rupture dans l'ordre rhétorique de la république de Weimar. Au cœur même de la rhétorique et de la pensée nazie, on trouve au contraire l'idée que la violence a pour fonction de remodeler la société. Quelles sont les sources de cette doctrine cherchant à façonner un « homme nouveau », né de la violence ?

Il faut remonter un peu plus haut pour comprendre cette idée de violence ; il convient de conduire une forme d'anthropologie historique.

La Grande Guerre est l'avant-veille de la séquence qui nous intéresse. Deux générations de nazis l'ont connue, celle des vétérans, dont Hitler et Göring font partie – le second étant l'un des rares titulaires de l'ordre « Pour le Mérite » – et celle que les historiens appellent la génération de la jeunesse de guerre (*Kriegsjugendgeneration*). Himmler et Goebbels font partie de cette seconde génération, car ils étaient trop jeunes pour servir. Goebbels est handicapé et déclaré inapte au service, et Himmler, en formation à l'été 1918, est démobilisé avant d'avoir rejoint le front.

Les années 1920 sont marquées par une sorte de frustration, une volonté de rattrapage. L'idée se répand que la violence est la texture même de l'histoire

et de la vie – une idée que la Grande Guerre aurait confirmée, notamment par les formes de socialisation qu'elle a permises. Cette idée-là relève sans conteste d'un certain darwinisme social. En un sens, elle est assez classique.

L'idée que la violence est l'accoucheuse de l'Histoire n'est pas propre aux nazis, mais eux se l'approprient complètement. À leurs yeux, la violence est légitime parce que leurs adversaires de gauche, en la condamnant ou en s'en distanciant, se montrent hypocrites – et sont eux-mêmes violents.

Le discours nazi est très lamentatoire, lacrymal. C'est une constante à l'extrême droite : les nazis se posent en victimes, en persécutés, qu'on a cherché à exterminer. Ils mobilisent le vocabulaire de la juste vengeance, du juste retour des choses – ce que Trump, aujourd'hui, appellerait *retribution*. Pour eux, les autres pensent la même chose mais s'en cachent ; eux l'assument et la mettent en actes.

Dans *Le Meurtre de Weimar*¹, je traite d'une affaire de l'été 1932, où cinq membres de la SA sont jugés pour avoir tué un homme dans son sommeil. Pour défendre leurs assassins, les nazis rappellent qu'ils contestent radicalement l'édifice juridique existant – libéral, socialo-libéral ou judéo-libéral, selon l'accent qu'ils veulent faire porter. Ils dénoncent cet ordre qui prétend être objectif sans jamais y parvenir, et se disent eux-mêmes très clairement partisans, sans objectivité. Mais ils se vantent de leur sincérité et, à l'occasion de ce fait divers sordide, ils contestent non pas seulement la règle de droit concernée, mais l'édifice juridique dans son ensemble – en retour, ils disent ce qu'ils sont prêts à mettre à la place.

Ce qu'ils veulent, c'est remplacer l'édifice légal existant par une loi du sang. Il s'agit de démolir un droit hérité de la Révolution française, qu'ils tiennent pour judéo-libéral, libéral, individualiste. Ils veulent y substituer un autre principe : non plus l'individu, mais la communauté.

On passe ainsi d'un individualisme juridique à un holisme méthodologique et systématique. Les normes et le droit sont biologisés, bellicisés, la seule réalité qui existe étant celle d'une guerre biologique. Et dès lors, le droit ne peut plus être défini que comme « ce qui sert le peuple allemand », selon la formule donnée dès 1933 par le juriste nazi Hans Frank.

Avant la prise du pouvoir, comment les différentes forces politiques allemandes appréhendent-elles la violence du parti nazi ?

Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands devient, au tournant de la décennie, la principale force de l'extrême droite. Mais il n'est pas seul. D'autres formations, comme le Parti populaire national allemand (DNVP) d'Alfred Hugenberg – un milliardaire des médias – imitent ou singent les codes du NSDAP. Les membres du DNVP se saluent ainsi d'un « Heil

Hugenberg », arborent des chemises uniformisées, s'entourent d'une garde prétorienne... Ils ne pratiquent pas directement la violence, mais adoptent les postures de la virilité militante.

Du côté social-démocrate et communiste, on trouve depuis le début des années 1920 des organisations paramilitaires associées aux partis : les Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold pour le SPD, le Roter Frontkämpferbund (Combattants du Front rouge) pour le KPD. Ces groupes affrontent régulièrement les SA dans la rue, avec à la clé de nombreux blessés, et des morts dans leurs rangs.

Entre 1919 et 1922, on recense environ 400 morts liés à des affrontements politiques. Un tiers sont des nazis ; les deux autres tiers sont des victimes des nazis. À lui seul, l'été 1932 fait cent morts – sans compter les blessés.

Le Zentrum, parti catholique, dispose de ses propres organisations de jeunesse – notamment confessionnelles – mais n'a pas de milice comparable. La droite nationaliste, elle, entretient des liens avec une autre organisation paramilitaire : le Stahlhelm.

Ce qu'il se passe alors en Allemagne ne peut se comprendre sans être mis en perspective avec l'expérience de la Grande Guerre. Les dirigeants de la République de Weimar sont issus d'une génération pour laquelle la violence armée a été une norme. La guerre a donné à quelque 80 millions d'hommes un permis de tuer, et souvent même l'injonction de le faire. L'Allemagne a perdu 2,5 millions de soldats, et compte à la sortie du conflit environ 12 millions d'anciens combattants. Dans un pays saturé d'armes de guerre, la circulation de ces dernières explose après 1918.

Les nazis veulent remplacer l'édifice légal existant en Allemagne par une loi du sang. Il s'agit de démolir un droit hérité de la Révolution française, qu'ils tiennent pour judéo-libéral, libéral et individualiste.

JOHANN CHAPOUTOT

Dans ce contexte, le recours à la violence est perçu comme étant quelque chose de sinon légitime, du moins de compréhensible. C'est là le propos de George L. Mosse² : la société européenne a connu un processus de brutalisation.

Mais d'autres pays européens ont connu l'expérience de la Première Guerre mondiale, sans jamais vivre une situation comparable à celle de l'Allemagne. Cette différence des trajectoires entre pays s'expliquerait-elle par l'expérience allemande de 1918-1919 — notamment l'écrasement des révolutions communistes ?

Il faut aussi compter avec d'autres conflits ; à l'Est, la guerre se poursuit après l'armistice de novembre 1918. Les provinces baltiques de l'Empire russe restent un point chaud jusqu'en 1923, et la Silésie jusqu'en 1921 au moins.

L'expérience de la bataille transforme profondément les combattants. Elle les marque à un point tel que la démobilisation ne peut pas être uniquement économique ou matérielle ; elle est surtout psychique, culturelle – et elle s'avère autrement plus difficile sur ce plan. Pour rendre cela tangible, on peut penser au personnage de Rambo, vétéran de la guerre de Corée, incapable de retrouver une vie civile ordinaire. Ce que raconte *First Blood*, c'est cela : le retour impossible à la vie civile, à la civilité, à la paix.

Sur le front, les soldats se sont socialisés autrement : dans l'épreuve, dans la solidarité, dans un entre-soi viril et militaire. Hitler l'a souvent rappelé, c'était selon lui la période la plus heureuse de sa vie. Il y a connu les camarades, l'unité, une forme d'union simple et totale.

Cette socialisation-là ne disparaît pas avec l'armistice. Elle se poursuit ailleurs, transposée dans les *Freikorps*, les corps francs, des formations paramilitaires de l'après-guerre composées d'anciens soldats. Ceux-ci restent ensemble, non plus pour se battre contre la France ou l'Angleterre, mais contre le communisme, contre l'ennemi intérieur, contre les ennemis de l'Est – et cela jusqu'en 1923. Ils restent soudés, entre camarades, dans le groupe primaire de combat, et autour de celui à qui ils ont fait confiance pour franchir le parapet de la tranchée et monter au feu – leur officier, leur chef, qui a pour nom générique un terme qui métastasera plus tard, celui de « Führer ».

Il faut donc compter avec cette forme de continuité guerrière. La guerre ne s'arrête pas avec la paix. Ce que l'on observe, c'est une poursuite, une réorientation de la violence : on reste en armes, on reste en groupe, on reste dans une logique d'engagement total. La démobilisation psychique, culturelle, affective, n'a pas lieu.

Et à cela s'ajoute un autre facteur : l'Allemagne est alors un pays d'hommes jeunes. Ce n'est pas anodin. Contrairement à la France, qui a été durablement saignée par la guerre, l'Allemagne dispose d'une réserve démographique considérable. La France, déjà vieillissante en 1914, compte alors environ 40 millions d'habitants – c'est à peu près la population de

l'Allemagne au moment de son unification en 1871. En 1914, l'Allemagne, elle, compte 67 millions d'habitants. En un peu plus de quarante ans, sa population a augmenté de 70 %.

Cela change tout. Le pays est jeune, démographiquement dynamique, et sa jeunesse a été socialisée par la guerre – et dans la guerre. Elle est nombreuse, disponible et souvent frustrée ; elle évolue dans une culture qui, plus encore que dans d'autres sociétés européennes, exalte la guerre : non pas comme une nécessité ponctuelle, mais comme une vertu en soi et comme le substrat et la logique mêmes de l'existence.

**Après l'arrivée au pouvoir des nazis, la violence qu'exerce la police, ses supplétifs et les organisations nazies est-elle normalisée ?
Comment réagit la majorité de la population ?**

La violence des organisations nazies choque profondément l'opinion, notamment en juillet 1932, bien avant l'arrivée des nazis au pouvoir – je reviens longuement sur ce point dans *Les Irresponsables*. À ce moment-là, le NSDAP est au sommet de sa popularité et de ses scores : 37 % des voix aux élections du Reichstag.

Mais ce pic est immédiatement suivi d'un reflux. Les nazis perdent quatre points aux élections suivantes, deux millions d'électeurs, et trente-quatre sièges. Et la tendance est encore plus marquée au niveau local : dans certains Länder, le parti perd entre 10 et 40 points. À l'automne 1932, il arrive même qu'il perde toute représentation politique dans certaines communes et cantons, comme rayé de la carte électorale et du paysage politique.

Ce recul s'explique clairement par les épisodes de violence. L'électorat bourgeois ou petit-bourgeois, qui s'était mis à voter nazi par haine du marxisme, se met soudain à craindre d'en être la cible. Il revient alors vers les partis de droite traditionnels, comme le DNVP, le DVP ou la Deutsche Staatspartei, voire le Zentrum et son parèdre bavarois (BVP).

Face à cette désapprobation générale, les nazis comprennent la leçon. Il en va de même pour l'antisémitisme. Lui aussi les défavorise dans les urnes. Les slogans antisémites ou les incitations à la violence peuvent séduire une base radicalisée, bien réelle mais géographiquement circonscrite : la Franconie, une partie de la Bavière, la Thuringe. Mais ces discours sont contre-productifs ailleurs.

Goebbels, entre autres, comprend ce problème et met en place ce qu'il faut bien appeler une opération de marketing politique. On recentre le discours sur des thèmes plus fédérateurs, comme la lutte contre le marxisme – une catégorie fourre-tout dans laquelle les nazis rangent à peu près tout ce qui

peut apparaître comme une menace pour l'ordre social bourgeois : les communistes, les sociaux-démocrates, les syndicats, y compris les syndicats chrétiens. Toute forme de contestation est taxée de marxisme, ou de « bolchevisme culturel ».

Le discours nazi est très lamentatoire et lacrymal ; les nazis se posent en victimes, en persécutés qu'on a cherché à exterminer. Ils mobilisent le vocabulaire de la juste vengeance.

JOHANN CHAPOUTOT

Dans cette logique, les nazis mettent un bémol sur la violence visible. Ils reprennent en main les SA, modèrent leur expression publique, et taisent autant que possible l'antisémitisme. Mais cela ne dure qu'un temps. Car après leur arrivée au pouvoir en janvier 1933, les choses changent.

Il faut insister sur les termes : on parle bien d'une arrivée au pouvoir, pas d'une prise de pouvoir. Le 30 janvier 1933, le pouvoir leur est donné, alors même qu'ils n'y croyaient plus. La prise de pouvoir réelle, elle, s'opère dans les mois qui suivent – à travers un processus méthodique de pénétration des institutions et de suffocation de l'État de droit.

C'est à ce moment que la violence policière se déchaîne. Pour reprendre un terme contemporain, on pourrait dire que la police est ensauvagée et encouragée à s'ensauvager, traduction pratique et expression répressive de l'ensauvagement d'élites patrimoniales qui ont fait le choix, égoïste et brutal, de l'alliance avec l'extrême droite pour éviter la gauche, la détruire, et préserver un ordre social qui est le leur. Le préserver à tout prix : au prix de violences et de morts qui n'émouvaient guère la droite libérale-conservatrice et nationale-autoritaire. Après tout, les ennemis des nazis étaient les siens : socialistes, communistes, syndicalistes et Juifs.

La violence déclenchée par les nazis choque une partie de la population. Les nazis cherchent donc un événement qui la légitime.

C'est l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933. Nous savons aujourd'hui qu'il s'agissait d'un complot interne, conçu par une partie de la hiérarchie nazie. Göring y est impliqué, tout comme les chefs de la SA de Berlin. Les communistes sont immédiatement accusés d'être les auteurs de l'attentat.

Mais cet incendie n'a rien d'improvisé. Dès les premiers jours de février, des rumeurs circulent dans les cercles informés – diplomatiques, politiques, mondains – à propos d'un projet de faux attentat contre Hitler, destiné à légitimer une vague de répression massive. Dans les journaux intimes, dans

les rapports diplomatiques, dans les dîners en ville, on retrouve des échos de cette rumeur. Le nom de code officieux du projet revient souvent : la « Nuit de la Saint-Barthélemy ».

Finalement, ce n'est pas un faux attentat contre Hitler qui survient, mais l'incendie du Reichstag.

Si le soutien électoral aux nazis est limité, de quels autres ralliements ces derniers profitent-ils ?

Le grand historien Peter Longerich, dans son livre récent *Unwillige Volksgenossen*

^③ (« Citoyens du Reich malgré eux »), montre bien que l'adhésion au régime nazi n'était pas du tout ce qu'on imagine généralement. Je partage ses conclusions pour le début de la période. Si l'on adopte une perspective macro-politique sur l'année 1933, un constat s'impose : l'extrême droite bute systématiquement sur un plafond électoral. Les nazis n'ont jamais dépassé 37 % des suffrages exprimés. À aucun moment ils ne représentent une majorité, ni même une majorité relative suffisante pour gouverner seuls ou faire alliance (le pacte envisagé avec le Zentrum à l'été 1932, dans le Reich et en Prusse, achoppe sur les réticences catholiques, encore fortes à ce moment-là).

L'arrivée au pouvoir ne résulte donc pas d'une dynamique purement sociale ou électorale – celle-ci a des limites nettes – mais bien d'une décision froide, d'un calcul politique de certains cercles dirigeants. Ce sont eux qui, en janvier 1933, enclenchent la séquence. Le basculement du grand capital se fait à l'automne 1932, et il est confirmé le 20 février 1933 quand une trentaine de grands patrons réunis autour de Hjalmar Schacht débloquent trois millions de reichsmarks (environ 25 millions d'euros actuels) pour financer la campagne du NSDAP. Quant aux grands propriétaires terriens, ils sont déjà nazifiés depuis 1930.

Une fois Hitler nommé chancelier, le ralliement de l'armée se fait très vite. Il ne lui faut que quatre jours. Le 3 février 1933, il prononce devant les plus hauts responsables militaires un discours fondateur : il leur expose ses intentions de conquête et de colonisation de l'est européen, et leur promet des moyens inédits.

Un autre acteur, élitaire, aurait pu constituer un contre-pouvoir : l'Église catholique. Elle avait eu, dans le passé, des gestes de réticence, voire de résistance, affirmés face aux nazis – dont plusieurs condamnations claires du racisme biologique. Mais l'épiscopat catholique se résigne en un mois et demi, parallèlement à la politique du Vatican, qui signe un concordat avec le

Reich, et par là, apporte une légitimité symbolique immense au nouveau régime.

Voilà pour les choix venus d'en haut. Si l'on regarde maintenant ce qu'il en est de la population dans son ensemble, les données disponibles sont bien moins favorables au NSDAP. Les élections législatives de janvier 1933 dans le plus petit Land d'Allemagne, celui de Lippe-Detmold, sont brandies comme une victoire par les nazis. En réalité, leur score y est inférieur à celui de juillet 1932.

Quant aux élections au Reichstag du 5 mars 1933, c'est un simulacre. Beaucoup d'ouvrages, encore aujourd'hui, les présentent comme un vote à peu près régulier. C'est faux. Aucun parti n'a pu réellement faire campagne. Dans certains bureaux, les SA accompagnaient les électeurs jusqu'à l'isoloir. Le résultat est donc tout sauf libre.

Il existe cependant un indicateur chiffré fiable, souvent négligé : les élections professionnelles d'avril 1933, organisées dans tout le Reich. Les nazis, très confiants, y engagent leur syndicat, le NSBO. Résultat : ils obtiennent 11,7 %. L'Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund (ADGB), centrale syndicale social-démocrate, recueille 73 %, auxquels il faut ajouter les 5 % des communistes, traqués, persécutés et assassinés ; c'est considérable.

Un autre indicateur de l'hostilité relative de la population concerne le boycott des magasins, médecins et avocats juifs, organisé le 1er avril 1933. Sur la base d'une vaste documentation – rapports de la police intérieure, télégrammes diplomatiques, journaux intimes –, je constate que ce boycott a été un échec : décidément, l'antisémitisme n'est pas porteur. L'échec est tel que le boycott est suspendu le soir même. Les nazis prétendent pourtant à la victoire et annoncent que, grâce à cette action, la propagande juive mondiale contre l'Allemagne aurait cessé.

Tout indique donc que les Allemands, dans leur majorité, ne voulaient pas du nazisme. Ce refus ne durera pas, mais il est réel dans les premiers mois de 1933. Ce qui change ensuite, ce sont les intérêts : des gens commencent à réfléchir aux profits possibles, à la spoliation, à la relégation des concurrents, aux conditions de leur propre survie sociale.

L'autoscénarisation nazie – délibérée – a été pensée pour inscrire une forme de mythe nazi dans la longue durée.

JOHANN CHAPOUTOT

Mais si l'opinion peut entrer dans ce type de calcul, c'est bien parce que les élites ont cédé les premières. André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin en 1933, en donne un témoignage accablant. Le 5 avril 1933, il envoie au Quai d'Orsay un rapport politique très lucide : il y décrit un pays où tout le monde a capitulé, de la pire manière, sans opposer la moindre résistance. Il déplore l'absence totale de colonne vertébrale. Et il conclut que les seuls à se battre, les seuls qui tiennent, ce sont les communistes.

Je distingue une autre raison au manque de réaction d'une grande majorité des élites allemandes : pendant longtemps, les nazis n'ont pas été pris au sérieux. Ni leur mouvement, ni leur hiérarchie ne faisaient peur. On se moquait assez facilement de Göring morphinomane, de Goebbels handicapé, ou de Hitler – cet homme venu du sud, à l'accent rural, qui semblait, selon l'expression souvent reprise, « descendre de sa montagne ».

Hitler, en effet, est très éloigné des standards aristocratiques des élites patrimoniales allemandes, prussiennes ou austro-hongroises. Il n'a ni titre nobiliaire, ni diplôme universitaire, ni grade militaire élevé. Il n'a pas de nom, pas de lignée, pas de fortune, pas de réseau hérité. Il n'a littéralement rien, et c'est pour cette raison qu'il est dédaigné par les élites traditionnelles, aussi bien conservatrices que progressistes. Du côté de la gauche intellectuelle, on le méprise ; du côté des Junkers ou de la haute fonction publique, on ne le voit pas comme un pair.

Le 30 janvier 1933, quand Hitler est nommé chancelier, très peu de journaux, en Allemagne ou à l'étranger, titrent simplement « gouvernement Hitler ». Les uns affichent des formules comme « gouvernement Hitler, Papen, Hugenberg » – comme si Hitler n'était qu'un des éléments d'un triumvirat. Il apparaît alors comme un petit homme coincé entre deux géants : Franz von Papen, ancien chancelier, désormais vice-chancelier, et Alfred Hugenberg, magnat de la presse et chef du DNVP, nommé à plusieurs ministères dans ce même gouvernement.

Papen, en particulier, est convaincu que la situation tourne à son avantage. Il pense avoir domestiqué les nazis, qu'il considère comme affaiblis. Le fait que le NSDAP ait dû se contenter de deux ministères et demi – alors qu'il en réclamait six, six mois plus tôt – est pour lui un signe de faiblesse. Il estime qu'il saura contrôler Hitler, en assistant à tous ses rendez-vous avec le président Hindenburg en tant que vice-chancelier, et en gardant un œil sur les affaires.

Pour cela, Papen a exigé d'être nommé commissaire du Reich en Prusse, une fonction normalement dévolue au chancelier depuis que le gouvernement social-démocrate prussien a été suspendu en juillet 1932. Il y voit un signe de sa propre importance dans le gouvernement et de sa capacité à contenir les débordements du NSDAP.

C'est dans ce contexte qu'il prononce sa fameuse phrase, devenue tristement célèbre : « Dans deux mois, nous aurons tellement coincé Hitler qu'il va couiner. »

Si la conquête du pouvoir est achevée à l'été 1933, la nuit des longs couteaux, à l'été 1934, consolide encore le pouvoir d'Hitler et de son entourage. Quelle est la genèse de ce coup interne ?

Les origines de la Nuit des longs couteaux sont très intéressantes de ce point de vue ; elles montrent la faible adhérence de la population au pouvoir – je ne parle même pas d'une adhésion. Longerich le montre très bien en travaillant sur rapports de police ; Norbert Frei également, dans son livre *L'État hitlérien et la société allemande* ⁽⁴⁾.

Une grande partie de la population vit très mal qu'une nouvelle caste de parvenus à croix gammée s'installe un peu partout ; les nouveaux maîtres, rapportent les services de renseignement intérieurs, font du bruit, sont ivres au restaurant, ne paient pas la note, traversent le village dans leurs bolides... ce sont des petites frappes qui prennent le pouvoir. La hiérarchie nazie est vécue comme une bande d'apparatchiks, de profiteurs et de corrompus.

À partir du printemps 1934, le contexte devient plus délicat encore, car le président Hindenburg est mourant. Il faut donc anticiper sa succession. L'idée d'une fusion de la chancellerie et de la présidence du Reich, est évoquée – autrement dit, qu'Hitler cumule les deux fonctions ; cela suppose l'accord de l'armée.

Or, si l'armée a bien été ralliée dès le 3 février 1933 – lors du fameux discours où Hitler promet l'expansion, la revanche, et une armée portée à plusieurs millions d'hommes –, elle reste néanmoins vigilante. Elle s'inquiète sérieusement des prétentions de Röhm, chef des SA, qui affirme que ses troupes incarnent la véritable armée populaire. En 1933, les SA passent de 400 000 à 3 millions d'hommes. La question du monopole de la violence légitime se pose alors, y compris dans une dictature en voie de constitution.

Qui contrôle les armes ? Qui a autorité sur la force ? Qui est, au fond, l'armée ? Ce sont les questions que posent les militaires, et ils exigent qu'Hitler tranche rapidement.

Mais Röhm ne se contente pas de ses ambitions militaires. Il incarne ce qu'on appelle l'aile sociale du NSDAP, celle qui parle d'une « deuxième révolution ». Pour lui, la première révolution – celle de la prise de pouvoir – est déjà faite. Mais les « réactionnaires » seraient toujours là : von Papen et

tous les conservateurs ralliés. Il faudrait donc parachever la révolution nationale-socialiste en écartant les éléments traditionnels.

Or, pour Hitler, qui représente l'aile droite du mouvement, il est hors de question de suivre cette ligne. Elle inquiète les milieux économiques, elle indispose l'armée. Il décide donc de neutraliser Röhm et les SA.

La purge est décidée dans un petit groupe qui réunit Hitler, Göring – devenu depuis avril 1933 ministre-président de Prusse, c'est-à-dire chef de l'exécutif dans le plus grand *Land* du Reich –, et les chefs de la SS, Himmler et Heydrich. Au sein même des appareils nazis, la SS règle ainsi son principal problème de concurrence avec la SA, par le meurtre de masse.

La Nuit des longs couteaux, qui s'étend du 30 juin au 3 juillet 1934, fait entre 200 et 300 morts. Ce sont, pour l'essentiel, des cadres des SA, mais aussi des figures de la droite – anciens alliés devenus encombrants.

Aux États-Unis, le Troisième Reich est devenu une référence centrale, y compris dans les discours de certains agents fédéraux ou figures médiatiques proches de l'extrême droite.

JOHANN CHAPOUTOT

Comment ont été désignés, à droite, ceux qui devaient être éliminés ?

Il s'agissait d'abord de se venger de tous ceux qui, autour de Kurt von Schleicher, dernier chancelier de la République de Weimar avant Hitler, avaient tenté d'éviter l'arrivée des nazis au pouvoir. Ceux qui avaient tenu bon, ceux qui avaient encore une conscience, ceux qui avaient voulu l'union des droites mais s'étaient ravisés après les violences de l'été 1932, jugeant que les nazis étaient trop instables, trop brutaux, non fiables.

C'est exactement la position de Schleicher. Il est abattu dans son salon, avec son épouse. D'autres figures de ce réseau sont également liquidées. Les plus proches conseillers de Franz von Papen sont également assassinés – ceux-là mêmes qui pensaient avoir fait un judicieux calcul arithmétique en ajoutant les 10 % de la droite aux élections de 1932 et les 33 % des nazis, comme si la politique était une affaire de statique, et non de dynamique. Ils n'avaient pas compris la dynamique de radicalisation et les ambitions nazies, et pensaient que la violence brune se limiterait à brutaliser les ennemis communs – la gauche ; que jamais elle ne déborderait jusqu'à les frapper eux.

Il est particulièrement éclairant de revenir au discours que von Papen prononce à l'université de Marbourg, le 17 juin 1934. Il est alors encore vice-chancelier. Dans cette intervention, il explique que les nazis sont allés trop

loin ; que des abus ont été commis ; que ce n'est pas pour cela que l'on avait fait alliance avec eux.

Ce discours est typiquement un discours de grand bourgeois. Papen ne s'émeut pas des meurtres de communistes ou de sociaux-démocrates – ces violences ne troublent pas sa tranquillité. Le démantèlement de la gauche ne l'inquiète pas. Ce qui l'inquiète, ce sont les attaques contre l'Église, les atteintes à la presse bourgeoise, la désagrégation de l'ordre qu'il croyait sauvegarder.

Il le dit clairement : il voulait le bien-être bourgeois, la préservation d'un certain bonheur discret, non de brutaliser les gens bien et les gens de bien.

À la suite de ce discours, la réaction est immédiate. Le texte est interdit de diffusion. Et deux des plus proches collaborateurs de Papen sont exécutés durant la Nuit des longs couteaux, directement à la chancellerie : l'un est mitraillé dans son bureau, l'autre enlevé sans laisser de trace. On ne retrouvera jamais son corps.

Papen, lui, n'est pas tué. Il est placé en résidence surveillée, sous « protection » de Göring. Ce dernier convainc Hitler que Papen peut encore servir, car l'homme a déjà beaucoup servi. Il a été l'artisan de la mise au pouvoir des nazis, dès décembre 1932. Il a été central dans la négociation du concordat avec le Vatican, signé avec le cardinal Pacelli, futur Pie XII – parce qu'il est catholique, qu'il dispose de relais puissants à Rome, et d'un solide réseau diplomatique.

Après la nuit des longs couteaux, von Papen est nommé ambassadeur à Vienne, avec une mission claire : préparer l'Anschluss. Il connaît parfaitement l'appareil catholique autrichien, les réseaux conservateurs, les cercles national-catholiques. Il manœuvre. Et l'Anschluss a bien lieu.

Mais après l'annexion, le gendre de von Papen est retrouvé mort, lesté d'une pierre, au fond du Danube. Il a été assassiné par la SS. Et pourtant, Papen ne dira jamais rien ; il continue à servir. Plus tard encore, on l'envoie en Turquie, pour tenter de sécuriser le front sud-est. Il y a conservé des réseaux hérités de la Première Guerre mondiale ; là encore, il rend service.

Von Papen aura donc servi jusqu'au bout, usé jusqu'à la corde, ou juste avant la corde, car il ne sera pas condamné à mort à Nuremberg, comme d'autres qui, comme lui, auront su exciper de leur parfaite éducation, de leur maîtrise des langues étrangères, de leurs réseaux, pour échapper à la potence.

SOURCES

- ① Johann Chapoutot, *Le Meurtre de Weimar*, Paris, PUF, 2015, rééd. 2026. ↑

- ② George L. Mosse, De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes, Paris, Hachette Littératures, 1999. ↑
- ③ Peter Longerich, Unwillige Volksgenossen. Wie die Deutschen zum NS-Regime standen. Eine Stimmungsgeschichte, Munich, Siedler Verlag, 2025. ↑
- ④ Norbert Frei, L'État hitlérien et la société allemande, Paris, Seuil, 1999. ↑